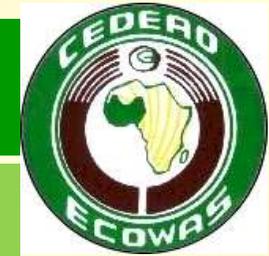


Potsdam Spring Dialogues 2010



**EXTERNAL SHOCKS AND AFRICA'S
REGIONAL ORGANISATIONS**

From Reaction to Prevention

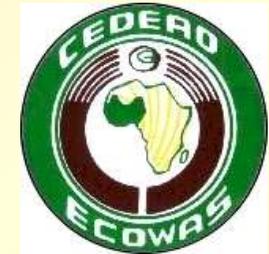
Hotel Voltaire, Potsdam 16 - 17 April 2010



Case Panel II: Responses of African RECs to the Economic Shock

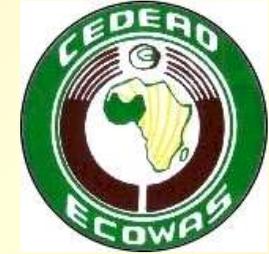
*Prof. Lambert N'galadjo BAMBA, Commissioner in charge of
Macroeconomic Policy, ECOWAS Commission*

I - INTRODUCTION



- La crise financière, au delà des raisons évoquées, est une crise de la mondialisation;
- Le développement rapide des marchés notamment financiers au niveau mondial n'a pas été suivi par un cadre institutionnel global. Tout se passe comme si un ensemble de Gouvernements, sans instruments d'intervention au niveau mondial, essaye d'encadrer un marché global intégré;
- Au-delà de la controverse entre l'État et le marché pour une meilleure efficacité économique, il est important d'analyser l'impact de la crise financière surtout sur les pays pauvres et d'en tirer les conséquences pour une meilleure prise en charge des crises dans leur développement;
- La réduction brutale de la croissance régionale et l'inefficacité des réponses nationales aux récentes crises mondiales appellent à une lecture régionale de la crise en vue de construire une sorte d'assurance pour en atténuer les impacts;
- **Comment les pays d'Afrique de l'Ouest ont réagi à la crise? Quelles sont les leçons que la CEDEAO en tire pour la gestion des crises futures?**
- Telle est la problématique de cette présentation selon le plan suivant:

ANNONCE DU PLAN



- II – Les Performances Économiques Récentes de la CEDEAO
- III – L'Impact de la Crise Économique au Niveau Régional
- IV - Réponses Régionales à la Crise Mondiale
- V - Conclusion

II – LA CEDEAO: PERFORMANCE ECONOMIQUE RECENTE



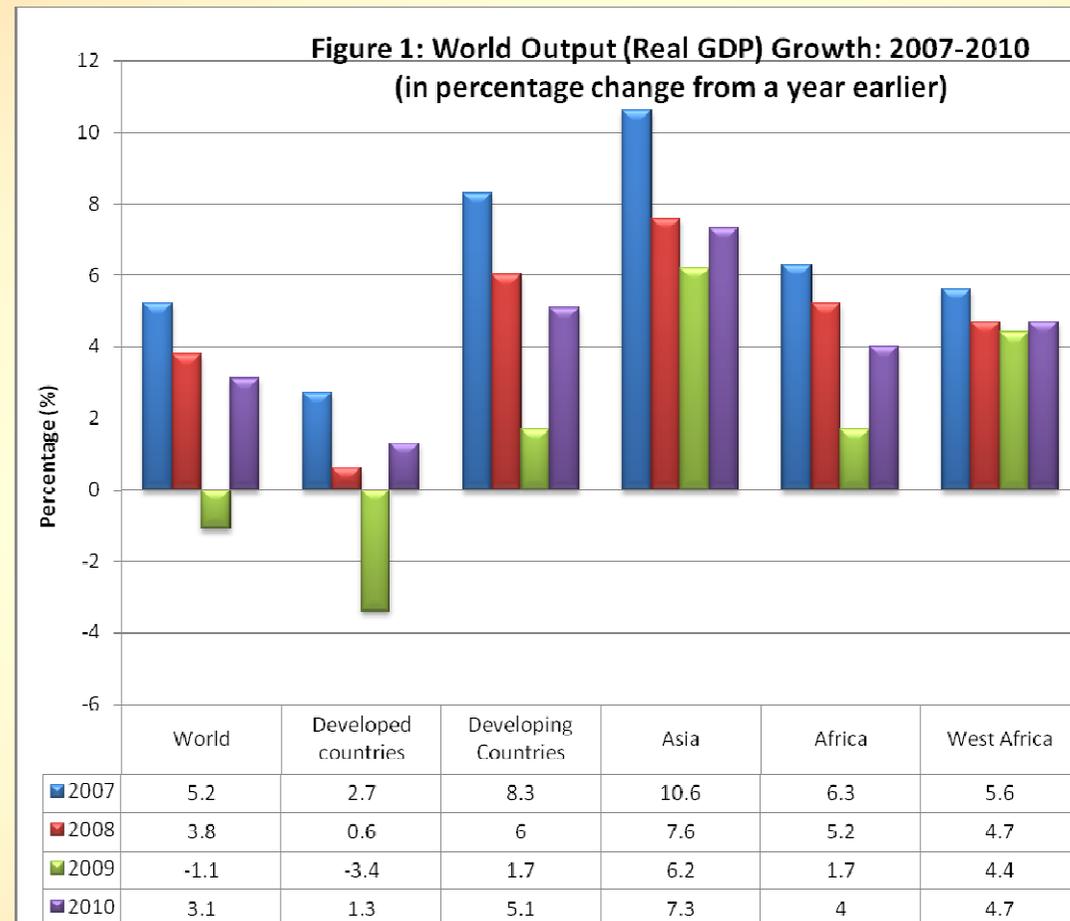
- La CEDEAO a été créée en 1975 et compte actuellement 15 pays membres
- La CEDEAO, c'est quinze (15) Etats membres contigus couvrant une superficie **6.1 millions de Km²**. C'est un marché de **260 millions de consommateurs** dont 60% ont moins de 30 ans. Son PIB s'est établi à **361.4 milliards de dollars US** en 2009, avec un taux de croissance annuel moyen de **6,7% entre 2000 et 2009**.

II – LA CEDEAO: PERFORMANCES ECONOMIQUES RECENTES



Vue globale de la performance des pays de la CEDEAO dans le contexte mondial.

Une économie qui essaye de résister aux crises économiques



III - IMPACT DE LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (1)



□ Globalement, la crise économique mondiale a eu des effets indirects sur les économies de la CEDEAO:

- Baisse de la demande de pétrole, de minerais, de produits agricoles en provenance de la CEDEAO, d'où une baisse des recettes d'exportation et *détérioration des Balance Commerciale et des Paiements*;
- Réduction du volume des investissements directs étrangers (IDE) et des prêts des investisseurs des pays développés;
- Réduction du montant de l'aide, avec une incidence budgétaire significative pour certains États membres;
- Baisse du volume des transferts effectués par les ressortissants de la CEDEAO vivant à l'étranger en raison du resserrement de l'emploi dans les pays d'accueil;
- Importance de plus en plus grande des IDE pour certains pays.

III - IMPACT DE LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (2)



□ CRISE ENERGETIQUE ET ALIMENTAIRE

➤ LES FAITS

- ✓ Prix du pétrole flambe passant à 120\$/ baril en mai 2008,
- ✓ Transmission de cette inflation aux autres marchés notamment alimentaire,
 - Crise alimentaire mondiale accroît les prix des produits alimentaires au niveau régional,
 - En 6 mois (2008) prix du riz et du blé multiplié par 3 environ au niveau mondial.

III - IMPACT DE LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (3)



➤ **IMPACT CRISE ALIMENTAIRE ET ENERGETIQUE**

- ✓ **Forte inflation régionale: 5,4 (2007) à 10,8% (2008)**
 - *Au Ghana: de 12% en janv. 08 à 21% Av. 09,*
 - *Au Sénégal (Dakar): prix du riz augmente de plus de 60% entre 2007 et 2008,*
- ✓ **Pression sur les finances publiques avec des déficits budgétaires: au niveau de la région passant de -0,4% PIB en 2007 à -0,9% en 2008 et 9,4% en 2009** liée à la baisse les droits de douane et de la TVA sur les produits de premières nécessité et de la subvention de certains produits (pétroliers et alimentaires).

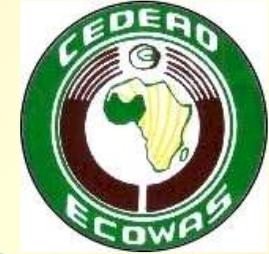
III - IMPACT DE LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (4)



□ CRISE FINANCIERE

- **FAITS:** Déconnexion du secteur financier de l'économie réelle (ex. l'immobilier)
- **IMPACT AUX NIVEAUX DES BOURSES**
- ✓ **Bourse du Nigeria**, principale bourse de la région, a perdu 52 millions \$ US en dix mois et la capitalisation boursière est passée de 84 millions \$ US a 34 millions \$ US,
- ✓ Indice BVRM a reculé de 10,5% en 2008 comparé à 2007,
- ✓ Indice bourse Accra a chuté de 24% de Janv. à mai 09.

IV - REPONSES REGIONALES (1)

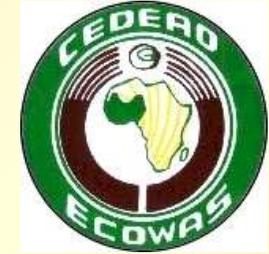


□ TROIS DIFFERENTES REPONSES DANS LA REGION

➤ 1. REPONSES NATIONALES OU INSTINCT DE SURVIE

- ✓ **Remise en cause des acquis de l'IR:** TEC, interdiction d'exporter la nourriture, subvention et élimination des droits de douane, taxe et TVA;
- ✓ **Réduction des taux directeurs et facilité pour une plus grande liquidité des banques secondaires;**
- ✓ **Résultats mitigés** à cause de l'absence de prise en compte de l'effet région;
- ✓ **Recours à la région comme assureur de dernier ressort.**

IV - REPONSES REGIONALES (2)

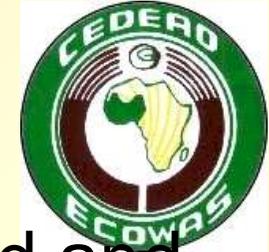


➤ 2. REPONSES REGIONALES SECTORIELLES CIBLANT AGRICULTURE, ENERGIE ET FINANCE

■ ENERGIE

- ✓ Désignation de feu Son Excellence Joao Nino Bernardo VIEIRA, Président de Guinée Bissau, par ses pairs, afin de coordonner **le programme énergétique de la région.**
- ✓ Élaboration et adoption d'un **plan d'action régional:**
principaux programmes du plan:
 - le **Système d'Échanges d'Énergie Électrique de l'Afrique de l'Ouest (SEEEAO)** et le **Projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest,**
 - Le **programme CEDEAO/UEMOA sur l'accès à l'énergie,**
 - un **programme énergétique spécial pour le Cap Vert**
 - le **Plan d'Urgence de l'EEEOAO pour la Sécurité de la Fourniture d'Énergie** qui vise à trouver une réponse de court terme à la crise énergétique que traverse actuellement la région.

IV- REPONSES REGIONALES (3)



■ ENERGIE (suite)

- ✓ Visite délégation de haut niveau à Trinidad and Tobago pour échange d'expériences d'exploitation des ressources en gaz.
- ✓ Collaboration avec la Chine à l'effet de :
 - Développer les infrastructures d'électricité de l'Afrique de l'Ouest
 - Construire 4 centrales électriques et un barrage (Côte d'Ivoire, Liberia, Guinée et en Sierra Leone)

■ AGRICULTURE

- ✓ Élaboration et adoption d'une **offensive régionale** face à la crise alimentaire (Session du CM de la CEDEAO en mai/juin 2008) axée sur ECOWAP et les Programmes Nationaux d'Investissements Agricoles (PNIA)

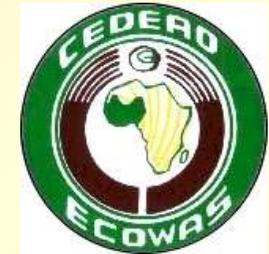
IV - REPONSES REGIONALES (4)



■ **AGRICULTURE (suite)**

- ✓ Actions d'accompagnement de cette offensive
- **Forum sur le Riz (octobre 2008 au Mali) en partenariat avec la CEA:** établissement d'une feuille de route pour la production de riz à une échelle commerciale dans la région;
- **Réunion de suivi par le NEPAD Business Group Afrique de l'Ouest** avec l'appui de la Commission en novembre 2008 au Nigeria et autres réunions similaires organisées en 2009 dans des pays producteurs de riz de la région;
- **Mise en place d'un système d'achats groupés de riz avec le soutien de l'ADRAO, d'ECOBANK, de la BIDC et de l'ICT;**
- **Élaboration des PNIA par les États membres,** dans le cadre de l'ECOWAP afin d'identifier les déficits de financement à court, moyen et long terme.

IV - REPONSE REGIONALE (5)



■ **CRISE FINANCIERE**

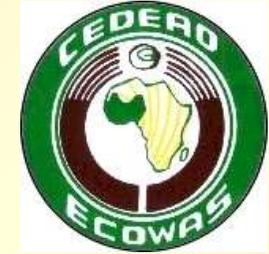
- ✓ Élaboration d'un **Plan Stratégique** et d'un **Comité de Veille Stratégique** composé des Ministères de l'Économie et des Finances, des Banques Centrales, de l'ABAO, des Bourses et de Partenaires au Développement (Banque Mondiale, FMI, BAD, CEA) pour lui faire des rapports semestriels
- ✓ **Accélération du Programme d'Intégration Monétaire:** L'objectif visé est de réaliser la convergence macro-économique entre les quinze États membres pour la création à terme d'une monnaie unique.

IV - REPONSE REGIONALE (6)



- **3. REPONSE: GLOBALE DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME FEDERATEUR, LE PCD**
- ✓ PCD comme cadre de mise en **cohérence interne des programmes sectoriels** de la Commission de la CEDEAO;
- ✓ PCD comme cadre de mise en **cohérence des programmes des OIG** de l'Afrique de l'Ouest;
- ✓ PCD comme nouveau **cadre de partenariat entre État, secteur privé et société civile** pour conduire développement de la région;
- ✓ PCD cadre de **référence pour les interventions des partenaires au développement** dans la région;
- ✓ **PCD comme outil d'atténuation des chocs extérieurs.**

Conclusions



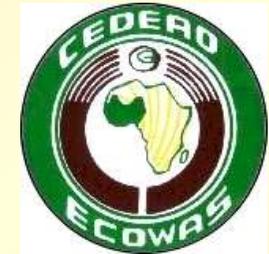
- Face aux crises récentes, les réactions dans l'espace CEDEAO ont été d'abord nationales avant que le régional ne s'en saisisse. Cela s'explique essentiellement par **l'absence de capacités et d'instruments au niveau régional**.
- Quand elle a réagi, c'est sous forme d'orientations, de conseil ou/et de coordination que la CEDEAO est intervenue. En conséquence, **les résultats restent mitigés, en termes d'impact, sur les économies régionales, nonobstant les questions d'imputation**.
- **L'alternative serait l'élaboration d'instruments communautaires d'intervention**: création de fonds (type FAIR de l'UEMOA, projet en étude avancée).
- **En matière de coopération entre le régional et le national**, on note cependant une bonne synergie ces dernières années. Toutefois, **entre le régional et l'interrégional voire le mondial, la coopération, encore moins les échanges**, n'ont été véritablement relevés.

Conclusions (suite)



- Certes, comme indiqué dans l'exposé, des champs de collaboration ont été ouverts lors des recherches de solutions aux différentes crises avec divers partenaires. Mais tout ceci a concerné la formulation de réponses exclusivement. **Il semble que les partenaires au développement eux-mêmes n'avaient pas, soit des capacités excédentaires d'intervention, soit des instruments d'intervention particulièrement dédiés au niveau régional.**
- Les champs de collaboration évoqués plus haut ont, cependant, permis d'avoir une certaine **cohérence dans l'analyse et la formulation des recommandations.**

Conclusions (fin)



- **L'UE reste la référence pour la CEDEAO** (organisation, instruments d'intervention, mode opératoire, etc.,). Cependant, quelques manifestations d'inquiétudes dans le cadre des négociations APE sur par exemple 2 points illustratifs:
 - La pérennité du **prélèvement communautaire** comme source de financement des institutions et programmes régionaux;
 - La position selon laquelle le Programme APE pour le Développement (**PAPED**) devrait être le seul cadre de référence pour tous nos partenaires au développement dans leurs interventions dans notre région après la signature de l'APE.